

VIVRE  
& AGIR ensemble



CONFÉRENCE PERMANENTE DE L'ÉDUCATION POPULAIRE  
ACTES DU 7<sup>E</sup> FORUM DÉPARTEMENTAL DES INITIATIVES LOCALES  
**L'ÉDUCATION POPULAIRE, ACTEUR DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE EN MEURTHE-ET-MOSELLE ?**  
AVRIL 2022

**« Si le constat est parfois violent, la volonté de créer de nouveaux modèles est là. »**

Lionel Adam

conseiller départemental délégué au Sport  
et à l'Éducation populaire

Je tiens vraiment à vous remercier pour votre présence et à remercier les intervenants pour les constats réalisés et les fenêtres ouvertes à l'occasion de ce 7<sup>e</sup> forum départemental des initiatives locales. Merci pour vos apports, pour votre engagement au quotidien, pour votre détermination à aller de l'avant, afin de transformer notre société, la rendre plus humaine et plus solidaire.

Tout ce que nous constatons depuis des décennies nous montre que nous devons agir parfois avec les décideurs politiques et parfois contre, quand c'est nécessaire. Tout ce que nous vivons interroge sur le rôle du politique et le contrôle de l'action publique.

Ce matin ont été évoqués l'impact des particules fines, des gaz à effet de serre, les tensions autour de l'accès à l'eau potable, les écosystèmes menacés, etc. C'est vrai, nous avons un héritage à assumer. Et la liste est longue. Je ne donnerai qu'un exemple. Celui qui, à mon avis, symbolise le mieux les erreurs commises ces quarante dernières années en matière d'aménagement du territoire. Il s'agit de l'abandon progressif et parfois brutal des petites lignes de chemin de fer. Ce lien qui reliait les femmes et les hommes entre eux. Ce lien qui donnait accès à la culture, à la flânerie, à la rencontre, etc. Ce lien qui irriguait la quasi-totalité des territoires. Nous constatons amèrement que, lorsqu'on supprime ces possibilités d'échange, on ne forge pas les mêmes citoyens. Cela nous ramène à l'éducation populaire et à ce forum des initiatives locales, tournés vers un même objectif : œuvrer à un monde durable et solidaire.

Si le constat est parfois violent, la volonté de créer de nouveaux modèles autour de la transition écologique et solidaire est là. Le Département continuera d'œuvrer aux côtés des fédérations dans leurs réflexions. Nous poursuivons la concertation autour de nos politiques de soutien à l'éducation populaire et à la transition écologique, sociale, solidaire et démocratique.



# SOMMAIRE

**INTRODUCTION** PAGE 2

**OUVERTURE** DE LA JOURNÉE PAR LA PRÉSIDENTE  
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE PAGE 5

**FOCUS** L'AIR, LE CLIMAT-ÉNERGIE, L'EAU, LA BIODIVERSITÉ,  
L'ALIMENTATION-AGRICULTURE PAGE 6

**RESSOURCES DOCUMENTAIRES** POUR AGIR LOCALEMENT PAGE 11

**INTERVENTION** VINCENT PACINI PAGE 12

**PRÉSENTATION** ACTIONS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
PAR LES ASSOCIATIONS LOCALES PAGE 16

**EXPÉRIMENTATION** LA FRESQUE DE RENAISSANCE ÉCOLOGIQUE PAGE 22

**TÉMOIGNAGES** DE PARTICIPANTS PAGE 24

**CLÔTURE** INTERVENTION DE VINCENT PACINI ET AGATHE PILLOT  
AU NOM DES FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES PAGE 26

# L'ÉDUCATION POPULAIRE, ACTEUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

*Plus d'une centaine de participants se sont déplacés le 27 novembre 2021 à Nancy, à l'occasion du 7<sup>e</sup> forum départemental des initiatives locales. L'occasion pour les représentants des six fédérations d'éducation populaire de s'interroger sur la manière d'intégrer les enjeux de la transition écologique dans leurs projets fédéraux. Ils ont été accompagnés dans leurs réflexions par Vincent Pacini, grand témoin de cette journée.*

L'organisation de ce 7<sup>e</sup> forum des initiatives locales, le 27 novembre dernier à Nancy, à l'Hôtel du Département, faisait écho à une préoccupation actuelle des fédérations d'éducation populaire, celle de la transition écologique, solidaire et citoyenne. Les réseaux ont en effet exprimé leur volonté d'inscrire cette thématique comme un axe transversal de leurs projets fédéraux.

Les précédents forums avaient élargi leurs audiences aux élu·e·s, aux associations, ainsi qu'aux citoyen·ne·s du territoire. Cette nouvelle rencontre s'adressait en revanche aux administrateurs·rices et aux professionnel·le·s des fédérations départementales des Centres Sociaux, Familles Rurales, des Foyers Ruraux, des Francas, des MJC, de la Ligue de l'Enseignement.

Elle avait pour but de sensibiliser les participants à la transition écologique, de construire un socle commun de connaissances et d'échanger autour de ces enjeux. L'objectif étant de répondre à la question suivante : compte tenu des dérèglements climatiques majeurs, de l'effondrement de la biodiversité, des multiples pollutions et de l'accroissement des inégalités, comment agir collectivement pour une société plus durable et plus solidaire ?

## FRESQUE DE RENAISSANCE ÉCOLOGIQUE

Trois temps forts ont marqué cette 7<sup>e</sup> édition. Tout d'abord, les descriptions synthétiques de spécialistes des enjeux liés à l'air, au climat-énergie, à l'eau, à la biodiversité, à l'alimentation-agriculture. Après une description de la situation actuelle et des prévisions pour les cinquante années à venir, les intervenants ont évoqué les actions à mettre en œuvre. Leurs exposés ont été suivis d'une intervention de Vincent Pacini, grand témoin de cette journée. L'enseignant, chercheur et consultant, a développé une réflexion autour du modèle économique capable de favoriser et d'accompagner une véritable transition écologique et solidaire, au regard de la situation environnementale alarmante et de l'accroissement des inégalités.

L'après-midi, les participants se sont répartis dans cinq ateliers au cours desquels ils ont découvert les actions d'associations militantes engagées dans la transition écologique en Meurthe-et-Moselle. Tous ont ensuite expérimenté la fresque de Renaissance écologique, un outil d'animation imaginé par Julien Dossier. De quoi refaire le plein de rencontres, d'idées et d'énergie pour mieux agir dans les associations.



# LA CONFÉRENCE PERMANENTE DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Initiée en 2002, la conférence permanente de l'éducation populaire de Meurthe-et-Moselle est une expérience innovante qui rassemble les élus locaux, les responsables associatifs, les professionnel-le-s de l'éducation populaire, les collectivités locales, les partenaires institutionnels et les citoyens et citoyennes. Son ambition est de renforcer le lien social en valorisant les actions porteuses de citoyenneté et en développant les échanges entre acteurs locaux.

La conférence permanente de l'éducation populaire est co-organisée par le conseil départemental, cinq fédérations d'éducation populaire de Meurthe-et-Moselle auxquels s'est ajoutée en 2017 la fédération départementale des Centres Sociaux. Elle constitue un cadre d'échanges, de réflexion, d'innovation, de critique sur les grands enjeux de société et de l'éducation populaire.

Elle organise des forums départementaux d'initiatives locales, des conférences sur des thèmes en lien avec l'éducation populaire. Elle crée et diffuse des outils de communication et de réflexion sur l'éducation populaire : la lettre des acteurs de l'éducation populaire, des films, des recueils d'actions d'éducation citoyenne.



# INTERVENTION

## DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE



En tant que présidente du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, je tiens à m'inscrire dans les pas des précédentes majorités et notamment ceux de Michel Dinet, qui fut un militant de l'éducation populaire. Nous entretenons avec les fédérations d'éducation populaire un partenariat riche. Nous apprécions vos combats pour une société du vivre ensemble et de la tolérance. Si l'éducation populaire s'adresse à toutes et à tous, la jeunesse demeure un public privilégié. Or, l'épanouissement et l'émancipation constituent une priorité du mandat qui s'ouvre. De ce fait, notre politique de soutien à l'éducation populaire sera largement confortée.

Vous avez affiché votre volonté de faire de la transition écologique le cœur de ce 7<sup>e</sup> forum des initiatives locales. C'est bien vu, tant il y a besoin de faire preuve de pédagogie en la matière. En effet, cette transition doit être écologique, mais aussi solidaire, car le réchauffement climatique touche d'abord les plus précaires. Je pense évidemment à la précarité énergétique. La question de

la transition écologique est ainsi une question d'égalité. Si le diagnostic en terme de réchauffement climatique n'est plus remis en cause, demeure la question des politiques publiques, des mesures pour accompagner cette lutte.

C'est par les actions et le travail de pédagogie que réalisent au quotidien les associations de l'éducation populaire que nous obtiendrons des résultats et protégerons les plus fragiles.

La transition écologique fait partie des priorités du projet départemental que nous sommes en train d'élaborer. Agir en faveur de cette transition, c'est faire preuve d'engagement et de citoyenneté, ce n'est donc pas un hasard si les fédérations d'éducation populaire ont proposé au Département l'organisation de ce forum. En effet, l'éducation populaire c'est permettre à toutes et tous de s'approprier des savoir-faire et savoir-être, afin d'augmenter sa puissance de réflexion et d'action.

Ce forum illustre bien cette démarche. Au-delà des données exposées, il suscite un élan de réflexion et d'action pour que chaque fédération développe son axe spécifique « transition écologique et solidaire ». Il s'agit donc d'agir d'une part en faveur de l'environnement et d'autre part d'apporter une attention aux plus fragiles dans une logique de développement social et d'insertion.

Nous souhaitons également renforcer les démarches participatives demandées par les citoyen-ne-s, gages d'une société plus vivante. La conférence permanente de l'éducation populaire en est un excellent exemple. Vous produisez des espaces de respiration démocratique et d'émancipation. Et nous comptons bien intégrer un certain nombre de ces axes dans notre projet départemental.

# FOCUS SUR L'AIR

PAR JEAN-PIERRE SCHMITT, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT D'ATMO GRAND EST

**« Les évolutions des émissions en Meurthe-Moselle apparaissent positives, mais notre territoire peut mieux faire. »**

L'image parle d'elle-même. L'atmosphère terrestre représenterait l'équivalent de l'épaisseur de la peau d'une pomme. Dans notre région, l'association Atmo Grand Est, agréée par le ministère en charge de l'environnement pour la surveillance de la qualité de l'air, veille sur ce fragile équilibre. La qualité de l'air extérieur mais aussi intérieur est devenue une question de santé publique, tant les pollutions impactent directement nos organismes. « Nous respirons 15 000 litres d'air par jour, un chiffre à comparer aux 3 litres d'eau que nous consommons quotidiennement », résume Jean-Pierre Schmitt, directeur-général adjoint d'Atmo Grand Est. En France, la pollution serait responsable de 40 000 décès prématurés par an et le coût de l'inaction a été chiffré à plus de 100 milliards d'euros chaque année par une commission d'enquête du Sénat. L'impact sur les écosystèmes est également important : acidification, eutrophisation, surfertilisation, oxydation.

Mais de quoi le mot « pollution » est-il exactement le nom ? Jean-Pierre Schmitt évoque la pollution de proximité, mais aussi la pollution de fond (locale, régionale ou planétaire). Il précise également que leurs effets se font sentir sur différentes échelles de temps : pollutions chroniques ou pics de pollution.

# 96%

C'est le pourcentage de la population du Grand Est exposé aux particules fines PM2,5 selon le nouveau référentiel de l'Organisation mondiale de la santé.

## PHOTOGRAPHIE DES POLLUANTS

Complexe, multifactorielle, la qualité de l'air a conduit à développer des outils d'évaluation : stations fixes, campagnes de mesures, modélisation, nouveaux dispositifs. Ces outils permettent d'avoir une meilleure photographie des polluants : les oxydes d'azote (NO<sub>2</sub>) issus principalement des combustions, l'ozone, un puissant oxydant, les particules fines (PM10 et PM2,5) ou encore les hydrocarbures aromatiques.

« En Meurthe-et-Moselle, les émissions semblent se réduire, indique le directeur-général adjoint d'Atmo Grand Est, mais notre territoire peut mieux faire ». D'autant que l'Organisation Mondiale de la Santé a remonté ses seuils en 2021. Selon son nouveau référentiel le pourcentage de la population du Grand Est exposé aux PM2,5 passe de 6 à 96% et de 0,1 à 37% pour le NO<sub>2</sub>.



# FOCUS SUR LE CLIMAT ET L'ÉNERGIE

PAR JEAN-PIERRE SCHMITT, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT D'ATMO GRAND EST



**8,45**  
TONNES ÉQUIVALENT CO<sub>2</sub>

C'est le taux d'émission annuel de gaz à effet de serre par habitant en Meurthe-et-Moselle.

**74 200**

**Nombre de ménages** en situation de précarité énergétique dans le département.

Dans notre atmosphère, les gaz à effet de serre jouent un rôle essentiel. Ils empêchent une large part de l'énergie solaire d'être renvoyée vers l'espace et maintiennent ainsi sur Terre une température moyenne de +15°C indispensable à la vie. Mais la hausse des émissions de gaz à effet de serre induite par les activités humaines est pointée du doigt depuis plusieurs années par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). L'Accord de Paris adopté en 2015 lors de la COP21 vise à limiter le réchauffement climatique à 2°C maximum d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais les scientifiques du Giec estiment désormais que dépasser les 1,5°C de hausse des températures par rapport à l'ère préindustrielle pourrait entraîner « progressivement, des conséquences graves, pendant des siècles, et parfois irréversibles ». En 2017, la température moyenne planétaire a progressé d'environ 1°C.

## RÉPARTIR L'EFFORT SUR TROIS PILIERS

Quels sont ces gaz à effet de serre ? Il s'agit majoritairement du dioxyde de carbone, mais aussi du méthane, du protoxyde d'azote et des gaz fluorés. « Mieux connaître la provenance de ces gaz dans les territoires est indispensable pour agir efficacement », juge Jean-Pierre Schmitt, directeur-général adjoint d'Atmo Grand Est.

Ainsi, dans le Pays du Saintois, l'émission d'un habitant est de 12,34 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an (teqCO<sub>2</sub>/an). Il est de 6,26 dans le Grand Nancy, de 8,45 en Meurthe-et-Moselle. À l'échelle mondiale, l'objectif serait de ramener ce niveau de 4,9 à 1,5 teqCO<sub>2</sub>/an et par habitant.

La part des énergies dans les émissions de gaz à effet de serre diffère selon les secteurs. Elle est de 53% dans le Pays du Saintois et de 93% dans le Grand Nancy. D'où l'importance de cibler les actions, tout en se mobilisant pour lutter contre la précarité énergétique. En Meurthe-Moselle, 24,5 % des ménages seraient en situation de précarité énergétique dans leurs logements soit 74 200 ménages. Des solutions existent. « Pour atteindre les objectifs du Giec, l'association négaWatt propose de répartir l'effort sur trois piliers : l'efficacité énergétique, la hausse des énergies renouvelables et la sobriété », éclaire Jean-Pierre Schmitt.



# FOCUS SUR L'EAU

PAR KATIA SCHMITZBERGER, ADJOINTE DE LA DIRECTION EN CHARGE DE LA DÉFINITION DE LA POLITIQUE DE L'EAU, À L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

**« Il faut se préparer à être surpris : les événements extrêmes vont devenir plus fréquents et plus intenses. »**

À l'échelle mondiale, 2 milliards de personnes vivent en zone de stress hydrique. Par ailleurs, environ 80 % des eaux usées rejetées sur la planète ne subissent aucun traitement. Au regard de ce constat sans appel, la France apparaît plutôt privilégiée : la quasi-totalité des ménages est aujourd'hui raccordée à un réseau d'assainissement collectif. De plus, les pollutions « classiques » ont diminué dans l'Hexagone et en Lorraine si on en croit le suivi de la qualité de l'eau des rivières du bassin Rhin-Meuse de 1986 à 2018.

La diminution des phosphates dans les lessives, l'abaissement des rejets industriels, l'épuration des eaux usées ont joué un rôle important. Demeure le problème des 110 000 petites molécules toxiques répertoriées par l'Union européenne (solvants, médicaments, métaux, pesticides, etc.). Elles sont en effet susceptibles de passer à travers les mailles des stations d'épuration. « Ces molécules agissent sur le vivant même à faible concentration en s'accumulant le long de la chaîne alimentaire (perturbateurs endocriniens, mutagènes, cancérigènes, résistance aux antibiotiques), insiste Katia Schmitzberger, adjointe de la direction en charge de la définition de la politique de l'eau à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.

L'enjeu se situe également au niveau de la quantité d'eau disponible. Or, le réchauffement climatique provoque une baisse des débits dans les rivières en période de basses eaux. De -15 à -20% en moyenne en Alsace et en Lorraine depuis les années 2000.

# 110 000 —

C'est le nombre de petites molécules toxiques répertoriées par l'Union européenne susceptibles de passer à travers les mailles des stations d'épuration.

## BÂTIR DES VILLES VERTES

« Il faut se préparer à être surpris : les événements extrêmes vont devenir plus fréquents et plus intenses », avertit Katia Schmitzberger.

Les épisodes d'inondations vont être plus forts, les périodes de canicule plus fréquentes, d'importants bouleversements des écosystèmes sont attendus à l'instar du développement de cyanobactéries actuellement sous surveillance dans la Moselle vers Toul.

Il reste possible d'agir à l'échelle locale pour protéger l'eau au robinet. Cela passe par une meilleure protection de cette ressource, en bâtissant des villes vertes, en aménageant des paysages diversifiés et des rivières vivantes. « La sensibilisation, la formation, les actions citoyennes sont essentielles. Car il est possible d'agir à son domicile, en réduisant le nombre de lessives, en récupérant les eaux de pluie, en remplaçant l'arsenal de détergents par quelques produits simples », pointe la directrice adjointe à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.





# FOCUS SUR LA BIODIVERSITÉ

PAR CYRIL GALLEY, DIRECTEUR DU CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE)

La planète est faite d'une fragile toile d'espèces et de milieux interconnectés. Afin de définir avec précision ce que recouvre la biodiversité, Cyril Galley, directeur du CPIE de Nancy-Champenoux, s'est appuyé sur une vidéo du ministère des Forêts, de la faune et des parcs du Québec. Cette biodiversité est composée de la collection des gènes, espèces et écosystèmes d'une région. La Terre compte 895 régions écologiques, 4 000 espèces de mammifères, 270 000 espèces de plantes, 950 000 espèces d'insectes. Plus grande est la biodiversité d'une région, plus importantes sont ses chances de survie.

La biodiversité s'appréhende de trois manières : la biodiversité génétique mesure la diversité dans les gènes d'une espèce. Les espèces disposant du bagage le plus diversifié sont celles le plus susceptible de survivre ou de se reproduire. Le même principe vaut pour la diversité des espèces, plus il y a d'espèces dans un écosystème, plus il est susceptible de surmonter les menaces. Enfin, la biodiversité des écosystèmes mesure le nombre et la variété des écosystèmes d'une même région écologique. Plus les écosystèmes sont diversifiés, plus la vie y survivra en cas de catastrophe.

## 70 % 742

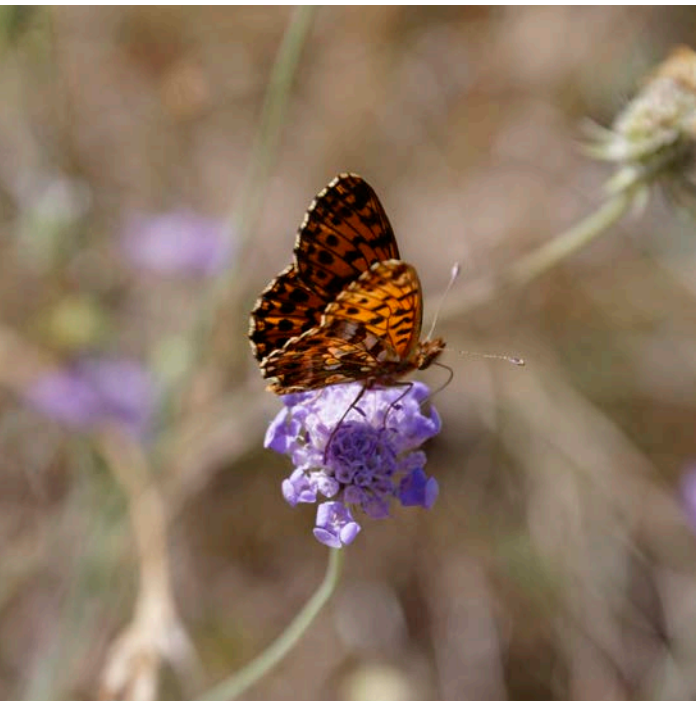
Les effectifs de la Tourterelle des bois et du Serin cini ont décliné de plus de 70% depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle dans le Grand Est.

C'est le nombre de plantes vasculaires menacées dans le Grand Est. Moins de la moitié bénéficie d'une protection.

## MARES ET MURS EN PIERRES SÈCHES

« Dans le Grand Est, nous n'avons pas encore une idée précise de l'état de la biodiversité, car les données manquent pour certaines espèces comme les araignées, les champignons et certains insectes », remarque Cyril Galley. Cependant, les effectifs de la Tourterelle des bois et du Serin cini ont décliné de plus de 70 % depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle dans la région. De même, parmi les 742 plantes menacées dans le Grand Est, moins de la moitié bénéficie d'une protection.

Pour autant, des moyens sont mobilisés dans les territoires, à l'image des espaces naturels sensibles, une compétence du Département, mais aussi des réserves régionales et des parcs. Il est également possible d'agir à travers la sensibilisation, en mettant en place des clubs nature comme l'a fait le CPIE avec des MJC. « Nous avons également collaboré avec la Ligue de l'Enseignement dans le cadre de chantiers de construction de murs en pierres sèches pour les reptiles, de restauration de mares au bénéfice des amphibiens, etc. Les collectivités territoriales peuvent aussi agir en désimpermeabilisant les cours d'école, en formant des animateurs, etc. », note le directeur du CPIE.



# FOCUS SUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

PAR YVES LE ROUX, PROFESSEUR À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'AGRONOMIE  
ET DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES (UNIVERSITÉ DE LORRAINE)

## AFTERRES 2050

Le scénario Afterres 2050 proposerait une réponse équilibrée aux enjeux planétaires liés à l'agriculture et l'alimentation.

« *La stratégie du colibri selon laquelle il n'y a pas de petites actions ne suffira pas à répondre aux enjeux planétaires sur les plans de l'alimentation et de l'agriculture* », avertit Yves Le Roux, professeur à l'Ensaia. D'autant que la crise sanitaire a fait exploser les problématiques de sous-alimentation à l'échelle mondiale, mais aussi en France. En Meurthe-et-Moselle, le Secours Populaire 54 a vu les demandes d'aides alimentaires grimper de 663 à 891 familles entre 2019 et 2020.

Pourtant, si on en croit l'ingénieur agronome Marc Dufumier, « *la production agricole est suffisante pour couvrir les besoins alimentaires de l'ensemble de la planète.* » Le problème actuel résiderait dans l'incapacité de nombreuses personnes d'accéder à ces aliments ainsi que dans les atteintes à l'environnement qui mettent en péril les capacités de production. La menace serait même plus vaste, puisque l'agriculture impacte 6 des 9 limites planétaires qui régulent la stabilité de la planète selon le chercheur Johan Rockström.

« *Le concept de bioéconomie imaginé pour atteindre les objectifs de la neutralité carbone est un mythe. C'est formidable sur le plan intellectuel, mais il n'y aura jamais assez de biomasse pour remplacer le carbone fossile* », poursuit Yves Le Roux.

À ses yeux, le scénario Afterres2050 propose une réponse équilibrée en jouant sur la demande alimentaire, la proportion des denrées animales et végétales pour les apports en protéines, ainsi que les pertes et gaspillages.

# 891

En Meurthe-et-Moselle, le Secours Populaire 54 a vu les demandes d'aides alimentaires grimper de 663 à 891 familles entre 2019 et 2020.



© G. Berger-CD54

## MOINS DE PRODUITS CARNÉS

Dans la plupart des pays, l'avènement d'une classe moyenne s'est accompagné d'une consommation accrue de produits animaux. Il en résulte qu'aujourd'hui, les trois-quarts des surfaces agricoles sont dévolus aux animaux.

Le scénario Afterres2050 propose de faire évoluer notre assiette en divisant par deux la production et la consommation de produits animaux. « *Ce scénario libère des surfaces agricoles au profit des cultures énergétiques et des cultures orientées vers la chimie verte. Pour mener à bien ce programme, il est nécessaire d'établir un contrat entre consommateurs et producteurs et d'accompagner les éleveurs dans cette transition* », conclut Yves Le Roux.



## POUR ALLER PLUS LOIN ...

### CLIMAT-ÉNERGIE

Les fondateurs de l'association négaWatt se sont donné pour objectif de montrer qu'un autre avenir énergétique est non seulement réalisable sur le plan technique, mais aussi souhaitable pour la société.

↗ <https://negawatt.org/Ressources>

### AIR

Le site réalisé par Atmo Grand Est à l'occasion des élections municipales de 2020 répertorie quantité d'informations sur la qualité de l'air à l'échelle communale ou intercommunale. Une ressource pour agir localement.

↗ <https://candidatsmunicipales2020.atmo-grandest.eu>

### EAU

Le Système d'Information sur l'Eau Rhin-Meuse rend accessible gratuitement plus de 12 millions de données sur l'eau. Ce portail mis en place par l'agence de l'eau Rhin-Meuse délivre des informations par commune ou par thème (eaux souterraines, rivières, rejets).

↗ <https://rhin-meuse.eaufrance.fr>

### BIODIVERSITÉ

Le réseau LorEEN (Lorraine éducation à l'environnement et à la nature) rassemble une quarantaine d'acteurs lorrains issus d'associations ou de collectivités publiques et territoriales. Sa vocation est d'animer un réseau autour d'un projet d'éducation à la nature, à l'environnement et au développement durable.

↗ <https://www.loreen.fr/carte-du-reseau-eedd-en-lorraine>

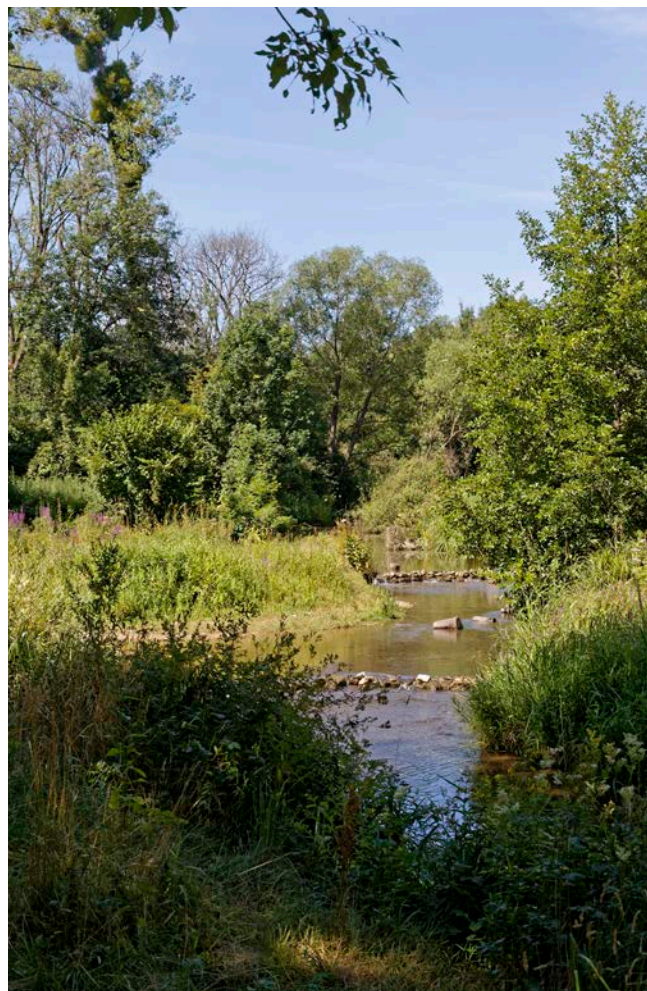
La vidéo « Qu'est-ce que la biodiversité ? » du ministère des Forêts, de la faune et des parcs du Québec.

↗ <https://mffp.gouv.qc.ca/jeunesse/biodiversite-video>

### ALIMENTATION-AGRICULTURE

Afterres2050 est une démarche qui inscrit, dans une vision cohérente, l'ensemble des travaux de l'association Solagro et permet d'ouvrir le débat avec les agriculteurs, les citoyen·ne·s, les scientifiques, les institutions sur l'avenir de notre système alimentaire et agricole.

↗ <https://afterres2050.solagro.org>



**VINCENT PACINI** a un profil de chercheur, d'entrepreneur et de consultant. « *J'ai financé toutes mes recherches en investissant dans les entreprises. Je me définis comme un entrepreneur c'est fondamental pour moi, parce que la connaissance n'est pas seulement académique, c'est aussi une connaissance expérimentale* », explique ce docteur en économie. Vincent Pacini est professeur associé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et chercheur associé au laboratoire en sciences sociales PACTE (Politiques publiques, action publique, territoires), une unité mixte de recherche du CNRS.



© P. Bohlinger

## QUEL MODÈLE ÉCONOMIQUE POUR FAVORISER UNE VÉRITABLE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ?

« Face à la situation environnementale alarmante et à l'accroissement des inégalités, l'enseignant-chercheur et consultant Vincent Pacini livre plusieurs pistes pour progresser vers un modèle économique qui favorise une véritable transition écologique et solidaire.

Inventer de nouveaux modèles adaptés aux enjeux de la transition écologique et solidaire suppose d'innover. Pour innover, il faut changer notre représentation du monde. Tel était l'état d'esprit de l'architecte Filippo Brunelleschi en 1418 lorsqu'il répondit au concours lancé pour construire l'immense coupole de la cathédrale Santa Maria del Fiore à Florence, en Italie. Le projet sans échafaudage de Brunelleschi ne convainquit personne, mais l'architecte défia l'assistance. Celui qui saura faire tenir debout cet œuf, sera seul digne de construire la coupole. Chacun s'y essaya sans succès. Alors, Brunelleschi se saisit de l'objet et écrasa sa pointe sur la table. Personne n'y avait pensé. Le dôme de la cathédrale est aujourd'hui le plus grand dôme en appareil maçonné jamais construit.



© G. Berger-CD54

### UN HÉRITAGE À ASSUMER

La réalisation des objectifs de la transition écologique impose un changement radical dans notre système de valeur. Cependant, il y a un héritage à assumer. Nous devons d'abord regarder dans quelle société nous vivons pour pouvoir la changer. Pour cela, Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et expert indépendant dans le domaine de l'économie territoriale, a comparé l'évolution de deux courbes : celle mesurant le PIB par habitant et celle mesurant le revenu par habitant.

Dans la période qui va de la révolution industrielle aux années 1960-80, leurs deux courbes sont parfaitement corrélées : lorsque nous générions de la richesse sur un territoire, mécaniquement la consommation y augmentait. À partir des années 1960-80 ces deux courbes se séparent, c'est la rupture du siècle selon moi ! Nous ne sommes plus dans un territoire de stocks, mais dans un territoire de flux. Il s'agit des flux de revenus des retraités qui s'installent dans les régions méridionales, des flux d'étudiants, etc. Le développement économique local ne dépend plus exclusivement de la qualité de son système productif.

La première cause de ce changement est démographique : l'espérance de vie a augmenté. Dans le même temps, la durée du travail a diminué. Un salarié aux 35 heures travaille désormais 15 % de sa vie, en dehors de son temps de sommeil. C'était la moitié à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, l'arrivée des supermarchés a rompu l'équilibre entre production et consommation locales. Avec Internet, ce schéma a encore évolué vers ce que j'appelle le « supermarché virtuel » qui capte l'essentiel de la valeur d'un territoire. Mais un nouveau modèle émerge qui diminue les impacts négatifs et augmente les impacts positifs.

Les territoires qui, demain, tireront leur épingle du jeu, sont ceux qui produiront de la valeur ajoutée, car un modèle fondé sur la seule consommation est intenable. Actuellement, 80 % des revenus d'un territoire proviennent de sources extérieures ! Je parle des transferts sociaux, des salaires des fonctionnaires, des revenus résidentiels, etc. Ce levier du revenu résidentiel n'existait quasiment pas avant 1950. Il regroupe les revenus du tourisme, les pensions de retraite, les revenus des capitaux et les revenus pendulaires, autrement dit les revenus des actifs du territoire qui travaillent à l'extérieur. C'est la société de la mobilité telle que nous l'avons construite. En cinquante ans, la distance domicile-travail a été multipliée par dix. Cette société-là, on ne va pas la changer du jour au lendemain, même si la pandémie de Covid-19 a encouragé des innovations comme l'aménagement de tiers-lieux.

## TERRITOIRES RÉSILIENTS

La résidentialisation a profité aux territoires ruraux, au travers de transferts de masse salariale. Mais une économie territoriale basée sur le seul levier de la consommation, autrement dit où la résidentialisation est importante, demeure fragile.

Chaque fois que je me rends dans un territoire, j'observe quel est son modèle à travers quatre leviers : levier productif, levier présentiel, levier résidentiel et amortisseur social public. Par exemple, aux extrémités du Grand Est, des modèles productifs dominant, tandis qu'au centre de la région, on trouve davantage des modèles productivo-sociaux. On observe assez peu de modèles résidentiels. À l'avenir, les territoires qui vont bien fonctionner sont ceux qui auront une approche diversifiée. En effet, il est possible de regarder le territoire de plusieurs manières. On peut le considérer sous l'angle de l'attractivité : est-ce que le territoire attire des entreprises, des investisseurs, des habitants, etc. ? Mais d'autres critères apparaissent, tout aussi importants. Est-il résilient ? Quelles sont ses capacités à résister à une crise ? La pandémie montre que les territoires déploient différentes stratégies pour s'adapter à la crise. Nous avons tous des marges de manœuvre pour agir. »



# UNE RUPTURE À INTÉGRER

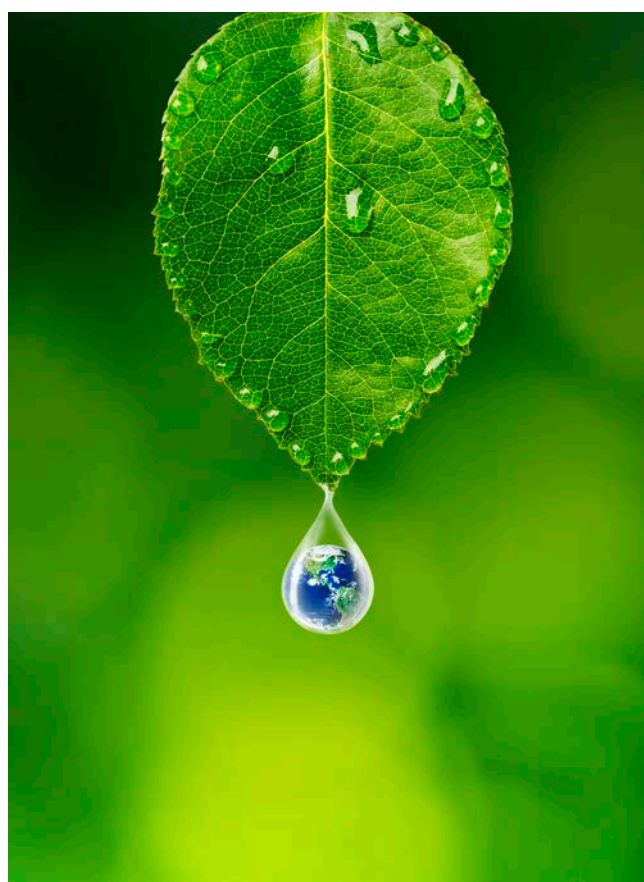
« Sur notre planète, la majorité des services rendus par les écosystèmes et la biodiversité sont menacés. Il s'agit des services fondés sur les ressources naturelles (alimentation, matériaux, énergie, etc.), des services de régulation (du climat, de la qualité de l'air, de la qualité de l'eau, etc.). Pour la première fois, nous comprenons que l'Homme n'est pas le centre du monde. La seule alternative à ces bouleversements serait de réduire notre impact, nous dit-on. Cela ne suffira pas. Il faut œuvrer à une société plus sobre certes, mais susciter en parallèle des impacts positifs, en régénérant nos ressources. Autrement dit, toutes les ressources utilisées vont devoir être renouvelées. Ce modèle existe déjà : c'est l'économie circulaire, l'économie de la fonctionnalité, la permaculture, la gouvernance partagée.

New-York, par exemple, est un modèle à l'échelle mondiale pour sa gestion de l'eau. La grande pomme a investi à la fin des années 1990 dans un partenariat avec les agriculteurs pour préserver la qualité de l'eau plutôt que de dépenser des milliards dans des infrastructures de traitement. Dans le land autrichien de Vorarlberg, des architectes ont développé au début des années 1980 une approche originale de la construction qui est aujourd'hui considérée comme un modèle du développement durable. L'explorateur Bertrand Piccard ressence, au travers de sa fondation Solar Impulse, 1 300 expériences ayant un potentiel de régénération. Il faudra aller puiser des idées nouvelles dans le monde entier.

## LOGIQUES TRANSVERSALES

Il y a un autre élément à ne pas oublier. Il n'est pas possible de traiter les questions économiques de façon déconnectée des questions sociales et environnementales. La crise des gilets jaunes nous l'a rappelé. Il faut avoir une vision systémique : on ne peut pas aborder les enjeux de manière séparée. Nous sommes dans des logiques transversales.

Cette transformation est en marche au niveau citoyen. C'est l'exemple des classes inversées où les apprenants étudient leurs cours magistraux à la maison, pour que les activités en classe deviennent plus concrètes pour eux et que l'enseignant aide davantage l'élève dans la compréhension des notions importantes. Des étudiants de l'école de commerce de Reims, des étudiants de l'Institut national des sciences appliquées - INSA - ont demandé cette évolution. La société est en train de changer. Ne nous faisons pas peur, regardons aussi les arbres qui sont en train de pousser. »



# LA NOUVELLE FABRIQUE DE PROJETS

« Pour changer de modèle et accélérer cette transition écologique, solidaire et citoyenne, j'identifie cinq leviers.

- ✧ Tout d'abord, posons-nous la question : est-ce que cette initiative améliorera l'utilisation des ressources puisées sur Terre ? Va-t-on penser à les régénérer ?
- ✧ La question de l'optimisation des sols est essentielle. À ce titre, les Japonais ont inventé le « zéro stock » où les produits et les pièces sont fabriqués quasiment à la demande.
- ✧ La question des politiques énergétiques est majeure. S'orientent-elles vers un modèle basé sur le nucléaire ?
- ✧ Le système de distribution et de consommation constitue un enjeu également. Qui aurait imaginé, il y a quelques années, le boom que connaît actuellement le marché des vêtements d'occasion ?
- ✧ Enfin, les questions de gouvernance, d'intelligence collective et le partage de la valeur ajoutée doivent être considérées. Nous avons besoin d'un système qui réduise les inégalités. Ce mouvement est en marche. Les grands groupes ne peuvent d'ores et déjà plus évaluer leurs performances sur les seuls critères financiers. Ils doivent aussi tenir compte de critères environnementaux, sociaux et des modes de gouvernance.

Nous devons nous engouffrer dans cet inconnu désirable en innovant. C'est l'œuf de Brunelleschi ! Mais comment intégrer ces leviers dans un projet ? Aujourd'hui, la méthode causale ne fonctionne plus. Cette méthode suppose qu'à partir d'objectifs précis et d'une liste de projets, nous recherchions les ressources humaines, techniques, financières nécessaires. L'alternative consiste à résoudre un problème à partir de ressources existantes et de nouvelles possibilités que peuvent offrir ces ressources.

## VERS UN SAVOIR DE L'ACTION

Dès lors, ce n'est plus le projet qui compte, mais l'écosystème. Et plus les questions sont systémiques et transversales, plus les acteurs doivent décloisonner, fluidifier, échanger, mutualiser. La posture la plus efficace dans ce contexte est de chercher à définir de nouvelles possibilités avant de résoudre un problème.

Dans cette démarche d'innovation, il ne faut pas chercher « le coup parfait », mais « le coup pour avancer ». C'est un acte anticipateur. Le coup pour avancer n'est pas seulement « un coup pour voir », il permet d'exploiter positivement une nouvelle situation, voire de se libérer de certaines contraintes. Il faut également valoriser la culture d'entreprendre. Depuis le siècle des Lumières, le savoir académique prime sur le savoir de l'action. Or, un entrepreneur fabrique de la connaissance en prenant des risques. Il avance dans une direction à laquelle personne n'avait pensé auparavant. Fabriquer une expérience commune, c'est combiner des mots avec de l'action.

Les preuves du concept, comme on dit dans le langage des start-up, sont sous nos yeux. Pour initier cette démarche à l'échelle d'un département, on peut aller chercher dans le monde des initiatives inspirantes susceptibles d'encourager l'action, tout en intégrant les préoccupations de la transition écologique, solidaire et citoyenne.



# SIX ATELIERS PARTICIPATIFS

Les participants au 7<sup>e</sup> forum des initiatives locales ont assisté au cours de l'après-midi aux ateliers présentant des actions de transition écologique et solidaire menées dans le territoire. Ces six ateliers étaient animés par des structures militantes locales :

- > L'Atelier vert (éducation à l'environnement)
- > Lorraine Énergies renouvelables (défi Déclics)
- > le Graine Grand Est (diplôme d'animateur environnement)
- > la Centrale villageoise-Pays du Saintois (énergies renouvelables)
- > la Cantoche (alimentation durable)
- > Le Florain (monnaie locale)

## ZOOM SUR ...

L'Atelier vert, une association créée en 2009 à Rosières-aux-Salines, qui agit en faveur de l'éducation à l'environnement au travers d'animations, de sorties tous publics, de sentiers d'interprétation, de chantiers nature, etc. Ses membres ont accompagné dernièrement le projet d'espace nature porté par la société Dombasle Cérébos.

### « Des entreprises plus attentives aux enjeux »

« Les entreprises sont de plus en plus attentives aux enjeux de la transition écologique et solidaire. Elles ne viennent plus nous voir, comme cela a pu être le cas il y a quelques années, pour des actions proches du « greenwashing ». Cette évolution résulte souvent de prises de position personnelles de dirigeants en quête de sens dans leur métier. Il en découle des projets intéressants qui démultiplient les moyens d'action en faveur de la biodiversité.

L'Atelier vert creuse des mares tout au long de l'année dans le cadre de projets pédagogiques en milieu scolaire. Mais il nous faut en moyenne trois jours pour réaliser une mare. Par comparaison, une carrière d'extraction de matériaux de construction avec laquelle nous entretenons de bonnes relations a été capable d'aménager onze mares en une seule journée grâce à un engin de chantier !

Quand on touche ces acteurs-là, l'impact est conséquent. Les structures d'éducation à l'environnement se focalisent beaucoup sur les groupes d'enfants et les scolaires. À raison, car ils représentent l'avenir. Mais l'éducation à l'environnement, comme l'éducation populaire, concerne tous les publics. Elle ne se résume pas au groupe nature du mercredi et aux animations scolaires !

Notre association compte quatre salariés à temps plein et moins de 9 % de son budget provient de financements publics. Nous nous auto-finançons au travers de nombreuses actions de sensibilisation à l'environnement. Pour les entreprises, la première prestation de conseil en matière de préservation de la biodiversité est gratuite, car nous cherchons à diffuser les bonnes pratiques. Et si ces sociétés souhaitent ensuite revenir vers nous afin de concrétiser leurs projets, c'est tant mieux. »



© P. Bohlinger

**Yann Chassatte**  
Directeur de l'Atelier vert



# L'ATELIER VERT, UNE PINCÉE DE BIODIVERSITÉ DANS LES SALIÈRES CÉRÉBOS

---

**L'Atelier vert** a mis de la biodiversité dans la petite salière Cérébos, 120 ans cette année ! L'association d'éducation à l'environnement collabore étroitement avec son site de production de Dombasle-sur-Meurthe. L'entreprise Dombasle Cérébos, filiale du groupe allemand K+S, s'est rapprochée de l'association il y a neuf ans : « *Faites-vous des mares ?* », interroge à l'époque son directeur financier par l'intermédiaire d'un réseau social. « *Oui* », répond laconiquement Yann Chassatte, directeur de l'Atelier vert, d'abord sceptique sur cette démarche. Sur place, ce dernier découvre que l'entreprise dispose de 2 hectares de foncier au voisinage de ses bâtiments. « *Cette surface était autrefois exploitée pour l'extraction du sel, par séchage des solutions salées dans de grandes poêles. La commune souhaitait acquérir ce foncier en vue d'y aménager des places de parking, mais le responsable de Dombasle Cérébos n'y était pas trop favorable* », raconte Yann Chassatte.

L'Atelier vert lui propose alors d'aménager, outre des mares, une prairie fleurie, des nichoirs, etc. Les deux premières années, les deux partenaires se jaugent. L'Atelier vert s'interroge sur la sincérité de l'industriel. L'entreprise se demande si l'association a les capacités pour mener à bien son projet.

L'aménagement de « l'espace nature » a commencé par l'installation de tables de pique-nique, de panneaux d'information et de premières mares. L'idée initiale était que les 2 hectares fonctionnent également comme un lieu de rencontre et de détente pour la soixantaine de salariés des parties administrative et productive installées dans deux bâtiments séparés. « *Nous agissons pour la nature, mais il faut que ces actions profitent aussi aux salariés* », complète Yann Chassatte.

Au total, l'association aménagera cinq mares et y ajoutera un verger, un véritable lieu de vie pour de nombreuses espèces. Le directeur de l'Atelier vert analyse : « *Alors que cette surface aurait pu être valorisée économiquement, elle est devenue un lieu de vie, un lieu de détente, incarnant ainsi la fonction sociale de la transition écologique* ».

Suite à cette collaboration, le directeur financier de Dombasle Cérébos s'est engagé encore davantage sur le plan personnel et poursuit la démarche au sein de l'entreprise en vue d'abaisser ses émissions de gaz à effet de serre. « *Même au sein de grands groupes, les dirigeants conservent des marges de manœuvre pour agir localement* », conclut Yann Chassatte.



# LORRAINE ÉNERGIES RENOUVELABLES LANCE LES DÉFIS DÉCLICS

---

Susciter l'engagement de familles en faveur de la transition écologique, ça vous tente ? Les défis Déclics proposent au grand public un concours ludique destiné à agir pour le climat. Cette initiative est coordonnée en Meurthe-et-Moselle par l'association Lorraine Énergies renouvelables, connue notamment pour sa route des énergies renouvelables.

Les défis Déclics, « Défis citoyens locaux d'implication pour le climat et la sobriété », prennent leur source dans les reliefs de Haute-Savoie. L'association Prioriterre y a lancé en 2008 les défis Famille à énergie positive. Son objectif ? Proposer à des familles regroupées en équipes de relever des objectifs ambitieux, tout en s'amusant. Il s'agissait d'abaisser de 8 % les consommations énergétiques sur une période courant de décembre à avril, autrement dit pendant la période de chauffage. L'initiative a essaimé. En dix ans, plus de 40 000 familles y ont participé !

Le réseau national pour la transition énergétique CLER a pris le relai de Prioriterre et repensé le défi pour qu'il soit plus transversal. Cette nouvelle action, baptisée défis Déclics, conserve le même principe, mais cible l'énergie, les déchets, l'alimentation, la mobilité et aussi l'eau. Dans le Grand Est, la coordination de ces défis est assurée par plusieurs associations dont Lorraine Énergies renouvelables sous l'égide du programme Climaxion de la Région et de l'Ademe. L'association épaulé et accompagne les animateurs souhaitant lancer ces défis. Dans le Grand Est, 600 familles s'engagent en moyenne chaque année. Par l'adoption de simples écogestes, celles-ci génèrent un gain moyen de 180 € par famille, soit 1 344 kWh d'énergie, 2,8 m<sup>3</sup> d'eau et 50 Kg de déchets.



© P. Bohlinger

## LE GRAINE GRAND EST FORME DES ANIMATEURS NATURE

---

On ne s'improvise pas animateur nature. C'est pourquoi le Graine Lorraine du Grand Est (Groupe régional d'animation et d'initiation à la nature et à l'environnement) propose depuis 2013 un brevet professionnel de jeunesse, d'éducation populaire et des sports (BPJEPS) spécialité « Éducation à l'environnement vers un développement durable ». Cette formation diplômante est unique en son genre sur le territoire lorrain.

Concrètement, le cœur de métier de l'animateur nature repose sur la triple fonction d'animation, de sensibilisation et d'éducation.

Il ou elle exerce au sein d'associations, ou de collectivités territoriales dans différents contextes : animations socioculturelles, accueils de vacances et de loisirs, séjours classe verte, fermes pédagogiques, sorties touristiques, etc. Ce professionnel doit être capable de s'adapter à des publics d'âges, de milieux et de cultures variés. La durée de cette formation BPJEPS est d'environ 1 500 heures réparties entre le centre de formation, qui aborde l'aspect théorique, et l'entreprise, où l'animateur pourra mettre en œuvre ses compétences pratiques.

# LA CENTRALE VILLAGEOISE DU SAINTOIS PROMET LES ÉNERGIES VERTES

---

Écologiques et citoyennes, les Centrales villageoises sont des sociétés locales à gouvernance partagée qui portent des projets en faveur de la transition énergétique dans les territoires. Dans l'Hexagone, elles ont déjà mis en service 380 installations photovoltaïques ! Des habitants du Pays du Saintois ont récemment importé leur modèle : la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Centrales villageoises du Pays du Saintois a été créée en 2020 par 18 membres fondateurs : deux producteurs d'énergies, deux entreprises, une collectivité locale et treize particuliers.

Le projet coopératif initial consiste à équiper entre 9 et 13 toitures sur deux années. Il s'est concrétisé par une première phase de travaux avec l'installation de panneaux solaires sur 6 toitures de particuliers ainsi que sur celle du groupe scolaire de Ceintrey.

## UNE CENTRALE, TROIS ATOUTS

Comme souvent, c'est une rencontre qui a permis d'engager cette initiative, celle entre des élu·e·s de la communauté de communes du Pays du Saintois et trois acteurs impliqués dans la SAS Centrales villageoises des Crêtes dans les Ardennes. Le modèle des centrales villageoises a été présenté en 2017 par les élu·e·s lors d'une réunion publique. Un collectif citoyen d'une dizaine de personnes a souhaité s'engager dans le projet, convaincu de la nécessité d'accélérer la transition énergétique. Ils ont bénéficié du soutien de la communauté de communes, de l'Espace Info Énergie et du Pays Terres de Lorraine engagé dans un programme « Territoire à énergie positive ».

La force des Centrales villageoises tient dans trois principaux atouts : un fonctionnement en réseau, le partage d'un modèle commun et la mutualisation d'un grand nombre d'outils et de services. Ce modèle lancé il y a plus de dix ans est aujourd'hui mis en œuvre dans 59 territoires.



# LA CANTOCHE MET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DANS L'ASSIETTE



© G. Berger-CD64

Agir pour le climat passe en partie par des assiettes plus responsables. La Cantoche est un café-restaurant associatif inscrit dans la transition écologique et solidaire, mais aussi dans la vie de son quartier, au centre-ville de Nancy. Le projet a germé à l'occasion du village des initiatives Alternatiba en 2015. Il s'est concrétisé trois ans plus tard sous la forme d'un bar, puis d'un restaurant au 180 rue Jeanne-d'Arc. Un collectif de militants sensibles aux enjeux environnementaux y propose une alternative saine, locale et écoresponsable aux enjeux alimentaires. Son credo : cuisiner des plats savoureux et variés avec des produits lorrains bios et de saison.

La Cantoche est attentive aux modes de préparation, de cuisson et de conservation peu gourmands en énergie, ainsi qu'à la réduction des déchets. Elle allie une cuisine végétarienne (pas de viande, ni de poisson) à des propositions végétaliennes, sans gluten ou sans lactose.

Le restaurant, soutenu par deux salariés, une coordinatrice et un cuisinier, propose une fourchette de trois tarifs pour ses plats à consommer sur place, à emporter ou traiteur : un tarif « solidaire » accessible à tou-te-s, un tarif « classique » destiné à couvrir ses frais et un tarif « engagé » pour soutenir le projet.

## RENCONTRES CITOYENNES

La Cantoche, c'est aussi un lieu de rencontres. L'établissement accueille des événements autour de la transition écologique et solidaire, mais également toutes sortes d'animations festives. Au menu, des animations autour de l'alimentation : cuisine ouverte, animations pédagogiques, etc. L'association propose aussi des rencontres citoyennes et culturelles : projections, débats, expositions, jeux, etc. Le Mouvement pour une alternative non-violente de Nancy y a, par exemple, organisé en novembre 2021 une soirée débat sur le thème de l'éducation : « Comment l'éducation doit considérer celles et ceux qui arrivent dans un monde étranger et qui sont des citoyen-ne-s en devenir ? »

Par ses méthodes, sa philosophie et sa visée de transformation sociale, la Cantoche s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire. Cette initiative permet à chacun-e de partager ses savoirs et savoir-faire, de développer son esprit critique, son autonomie et son pouvoir d'agir, de favoriser la possibilité de s'émanciper personnellement par et pour le collectif.



© P. Behlinger

# LE FLORAIN, UNE MONNAIE AU SERVICE DU TERRITOIRE

En France, plus de 80 monnaies locales stimulent les circuits courts, relocalisent les échanges et renforcent le lien social. En cela, le Florain, en circulation dans tout le Sud de la Meurthe-et-Moselle, est comme un outil de transition écologique et solidaire à part entière.

La réflexion autour de ce projet est née en 2015 lors de l'événement Alternatiba à Nancy et de la conférence de Philippe Derudder, auteur du livre les « Monnaies locales complémentaires et citoyennes ». Lancé deux ans plus tard dans la Capitale des ducs de Lorraine, le Florain a essaimé à Lunéville, Pont-à-Mousson, Toul et dans l'ensemble des villes et campagnes environnantes. Cette monnaie locale, citoyenne et complémentaire, est gérée démocratiquement au sein d'une association qui regroupe une trentaine de bénévoles, une salariée, environ 200 professionnel·le·s et plusieurs centaines de particuliers qui l'utilisent pour leurs achats.

Le paiement en Florains soutient des entreprises à taille humaine qui défendent des valeurs de solidarité, d'écologie, de lien social, de culture, etc. Cette monnaie locale permet également d'amorcer un cercle vertueux : le professionnel qui reçoit des Florains va lui-même chercher à les redépenser dans le réseau et ainsi de suite. Une manière de favoriser la coopération entre entreprises, associations et indépendants locaux.

## COMPTOIRS DE CHANGE

Et ce n'est pas tout, l'association contribue au développement d'une finance responsable, au service de l'économie réelle. En effet, chaque monnaie locale conserve sur un « fonds de réserve » un montant en euros équivalent au volume de monnaie en circulation. À ce titre, la coopérative de finances solidaires, la Nef, l'établissement retenu par le Florain, s'engage à financer les projets du territoire à hauteur du montant de son fonds de réserve, multiplié par deux.

Le site Internet de l'association répertorie la liste des comptoirs de change et d'adhésion où il est possible d'échanger des euros contre des Florains. En complément des billets, l'association prépare le déploiement du Florain numérique pour les professionnel·le·s et les utilisateurs particuliers.



# LA FRESQUE DE RENAISSANCE ÉCOLOGIQUE

## MOTEUR DU CHANGEMENT

Les participant-e-s aux six ateliers ont expérimenté la fresque de Renaissance écologique, un outil d'animation qui invite à se projeter dans un monde ayant réussi sa transition et à imaginer des solutions pour y parvenir.

« Arpentez la fresque, projetez-vous dans le futur en imaginant à quoi pourrait ressembler un monde bas-carbone. Déposez ensuite le post-it sur lequel vous avez inscrit votre prénom à l'endroit où vous vous sentez bien. » Après avoir écouté attentivement les présentations des actions de transition écologique et solidaire, les participants aux six ateliers sont passés à l'action. Scindés en sous-groupes, ils ont expérimenté la fresque de Renaissance écologique (lire ci-contre). Fixée au mur, l'immense frise en noir et blanc intrigue. L'objet représente un idéal de ville durable, façon bande dessinée. Armés de petits papiers auto-adhésifs, tous l'arpentent patiemment. L'image transpose dans l'espace les différents défis écologiques à relever (climat, biodiversité, ressources, organisation politique, etc.) en proposant la représentation d'un monde plus soutenable.

Le concepteur de cet outil d'animation, Julien Dossier, explique que « *la fresque invite à se projeter, à montrer qu'on peut réussir ! En cela, elle a un effet libérateur et facilitateur qui permet à chacun de se situer.* »

« *Quelles sont vos impressions ?* », interrogent Solène, Gilles et Guillaume, les animateurs représentant les fédérations départementales d'éducation populaire. « *Je ne vois pas de voitures individuelles* », commente Françoise. « *L'espace est aéré, ouvert, avec peu de surfaces réservées à l'agriculture intensive* », constate Vincent. « *Il y a une zone plus dense, plus urbaine. Un espace assure la liaison avec les territoires ruraux et les espaces plus naturels* », ajoute Yann.

### SE DIVERTIR LOCALEMENT

La fresque se partage à parts égales entre espaces naturels et zones urbaines. Elle s'organise autour d'une partie centrale, qui gère les flux et la communication entre les deux espaces. L'observateur identifie plusieurs points focaux parmi lesquels un système agroécologique représenté par une ferme en permaculture avec de l'agroforesterie en périphérie. Le bas de la fresque évoque davantage le registre du quotidien : scène de mariage, jeux d'enfants, orchestre de plein air. En s'élevant, le regard identifie l'appareil de production, les enjeux de plus long terme comme la transmission aux générations futures du patrimoine matériel : usine, bâtiments patrimoniaux, église ou beffroi, etc. Tout en haut, l'air rappelle le destin commun qui nous unit, celui de la préservation de la planète.

Les participants répartis par équipes ont ensuite planché sur quatre thématiques : « se nourrir », « se divertir », « se déplacer », « s'entraider ». Ils ont commencé par réfléchir individuellement à des propositions en lien avec leurs thématiques, à les inscrire sur des post-it de couleur déposés à l'endroit correspondant sur la fresque.



S'en sont suivies des discussions par groupes. La proposition de « se divertir localement » alimente une réflexion. « *Je me rends souvent au Luxembourg, en Belgique ou à Strasbourg pour assister à des concerts, mais je m'intéresse peu aux manifestations culturelles proches de chez moi* », reconnaît Claire, résidente de Moselle.

Arrive l'étape d'approfondissement. Celle-ci s'appuie sur les 24 grands chantiers indispensables à toute société humaine, identifiés par le concepteur de la fresque : éducation, biodiversité, finance, construction, gouvernance, etc.

Les animateurs proposent de faire des liens entre les propositions des groupes et deux ou trois grands chantiers. Le groupe constitué autour de la thématique « se nourrir » a imaginé des « nouvelles cultures capables de s'adapter au réchauffement climatique ». « *Cette proposition peut être reliée aux questions de la mobilité et de la ressource en eau* », suggère Solène.

Ultime phase dans cette démarche, les groupes mettent en commun leurs idées, afin d'en développer quelques-unes, en définissant les objectifs, les publics visés, les parties prenantes et les ambitions à court, moyen et long termes. Un chantier pris au sérieux par les participant·e·s, mais sans pour autant se départir de leur bonne humeur, une composante essentielle de la transition citoyenne.



© P. Bohlinger

## HISTOIRE D'UNE FRESQUE

La fresque de Renaissance écologique est un outil d'animation imaginé par Julien Dossier, coauteur du livre Renaissance écologique (Actes Sud, 2019). Elle projette les participants dans un monde qui serait parvenu à freiner le réchauffement climatique et les invite à imaginer comment y parvenir. Cette fresque est inspirée de celle des effets du bon et du mauvais gouvernement peinte par Ambrogio Lorenzetti à Sienne, en Italie en 1338. La version contemporaine conçue par Julien Dossier se décompose en 24 chantiers pour œuvrer à un monde durable et solidaire. Elle est utilisée de la maternelle à l'université, en passant par les groupes d'élu·e·s ou de grands patrons. Un kit méthodologique accompagne le projet qui s'est beaucoup nourri de l'approche de Rob Hopkins, enseignant britannique en permaculture, initiateur en 2005 du mouvement international des villes en transition.



# LE REGARD DES PARTICIPANTS



© P. Bohlinger

**Antoinette Cusimano**  
animatrice permanente  
**Stéphanie Miroult**  
directrice de la MJC  
Centre social Nomade  
à Vandœuvre-lès-Nancy

« Nous avons trouvé cette journée percutante, informative, dynamique, riche des exposés d'intervenants de qualité, même si nous sommes globalement plutôt bien au fait des enjeux de transition écologique, solidaire et citoyenne, car cette thématique préoccupe depuis longtemps le réseau des MJC. Prendre le temps de s'enrichir, à l'occasion de ce forum départemental, s'est avéré extrêmement positif. La matinée d'acculturation était particulièrement dense avec les focus de spécialistes de l'air, du climat, de l'eau, de la biodiversité et de l'agriculture. Mais nous n'avons pas eu le sentiment d'un bourrage de crânes. Quant aux échanges de l'après-midi dans les ateliers, ils se sont avérés d'une grande richesse et vont sans doute déboucher sur des propositions de rencontres. »



© P. Bohlinger

**Loïc Schlachter**  
chargé de mission formation  
à la Ligue de l'Enseignement  
de Meurthe-et-Moselle

« Ce 7<sup>e</sup> forum de l'éducation populaire m'a apporté beaucoup de satisfactions. La matinée a passé en revue les grands enjeux liés au dérèglement climatique. Il s'agissait d'avoir un cadre et un langage communs en vue d'alimenter les ateliers de l'après-midi. Pour ma part, j'ai participé à l'atelier animé par Lorraine Energies renouvelables autour des défis Déclics (Défis citoyens locaux d'implication pour le climat et la sobriété). Le travail autour de la fresque de Renaissance écologique a été l'occasion de partager nos expériences et nos visions de l'avenir. Bien que ma génération soit déjà sensibilisée aux questions de transition écologique, solidaire et citoyenne, cette journée a étoffé mon bagage ! »





© P. Bohlinger

**Vincent Cocagne**  
boulangier bio à Lay-Saint-Christophe

« J'ai énormément appris. La démarche initiée par le Département était globalement positive, même si à l'arrivée on a bien conscience que nos actions individuelles voire même collectives ne représentent qu'une goutte d'eau. J'ai de plus en plus le sentiment d'une accélération de l'Histoire, que nous n'avons plus prise sur grand-chose dans notre époque, dans le flux d'informations médiatiques, les technologies numériques, la mondialisation des échanges. Globalement, ce forum m'a fait du bien. Après les mois de restrictions que nous avons traversés, il m'a donné l'occasion de revoir des acteurs des mouvements d'éducation populaire. »



© P. Bohlinger

**Cécile Toussaint**  
présidente de l'association  
La Petite Lorraine (Familles Rurales)  
à Domjevin

« J'ai apprécié de pouvoir échanger avec d'autres acteurs des fédérations départementales d'éducation populaire du territoire. Lors des ateliers, deux membres de mon groupe représentaient les Francas, un mouvement que je ne connaissais pas. Nous avons discuté d'autres initiatives à l'image de la confection de confitures à partir de fruits invendus pour la Banque Alimentaire. J'ai trouvé que la fresque était un outil d'animation intéressant, mais un peu trop statique, qui nous faisait visualiser des enjeux auxquels nos associations sont déjà sensibilisées. J'aurais préféré que le forum profite de la présence de l'ensemble des fédérations pour lancer un projet plus ambitieux, plus collectif, à l'échelle de tout le département. »

les Francas

# CLÔTURE DU FORUM

En clôture du forum des initiatives locales, Vincent Pacini, grand témoin de cette 7<sup>e</sup> édition, a incité les participants à sortir de leur zone de confort pour rencontrer d'autres acteurs des territoires. S'exprimant au nom de l'ensemble des fédérations d'éducation populaire de Meurthe-et-Moselle, Agathe Pillot, présidente de la fédération départementale des Foyers Ruraux, a invité à la mobilisation en faveur d'un avenir commun, plus durable et désirable.

## « LA TÊTE DANS LA VISION GLOBALE, LES PIEDS DANS LA GLAISE LOCALE »

VINCENT PACINI

« Sur la forme, j'ai trouvé les participants à ce 7<sup>e</sup> forum départemental des initiatives locales très impliqués dans les ateliers. Nous n'étions pas dans une forme descendante, mais bien dans l'intelligence collective. Cela colle parfaitement avec la philosophie des mouvements d'éducation populaire. Maintenant, si vous souhaitez vous engager davantage, il va falloir solliciter des acteurs avec lesquels vous n'avez pas l'habitude de travailler, comme les entreprises et tous les gens qui représentent le territoire. Vous aurez besoin de leurs savoirs, savoir-faire et de leurs ressources.

Sur le fond, je vous incite, à l'image de Corneille ou de Molière, à inscrire vos projets dans des unités de lieu, d'action et de temps. La fresque de Renaissance écologique est intéressante à ce titre, car elle réunit ces trois dimensions et suscite le dialogue. La fresque fabrique un récit collectif. Or, pour entrer dans le monde de demain, nous avons besoin d'avoir la tête dans la vision globale et les pieds dans la glaise locale !

Ce qui fera la différence, ce sont les ressources et projets du territoire.

*Ce territoire, ce n'est pas le territoire géo-administratif (l'intercommunalité, la commune), c'est quelque chose de beaucoup plus vaste, car comme je l'ai expliqué, nous sommes entrés dans un monde de flux.*

*Un dernier point, tant que les acteurs ne partagent pas un langage commun, il sera impossible de passer à l'étape suivante, à moins de rester dans l'entre-soi. La clé du monde qui arrive, c'est la diversité. Cette diversité est compliquée à gérer. Il faut se refaire une sorte de grammaire et se mettre d'accord sur les clés et les concepts qui sont les bases d'un langage commun. Cela suscitera des liens entre les ressources et les projets et créera de la valeur. Pas une valeur économique, mais une valeur sociale, humaine, environnementale. Plus vous êtes variés, plus vous allez fabriquer du lien. »*





© P. Bohlinger

**« DÉPASSONS LES FREINS  
ET ESSAIMONS LES EXPÉRIENCES  
RÉUSSIES »**

**AGATHE PILLOT**

« La transition écologique sociale, solidaire et démocratique ne doit pas être considérée comme une nouvelle thématique au même titre qu'on pourrait pratiquer le sport et la culture dans nos associations. Cette transition doit être considérée comme un enjeu majeur et une responsabilité collective envers nos enfants et les générations futures. Une société respectueuse de la planète ne pourra se faire sans un changement fondamental dans les modes de production, de consommation et de vie, sans un changement des comportements individuels et collectifs. C'est précisément à partir de ces comportements que l'éducation peut agir, en réduisant sa propre empreinte écologique, mais aussi en formant et en informant.

Notre priorité est d'accompagner les habitant·e·s à appréhender les enjeux et à agir en conséquence dans leurs vies quotidiennes pour impulser des changements dans les territoires et ce grâce à vous, les bénévoles de nos associations.

Nous avons vu, à l'occasion des ateliers, qu'il existe déjà dans notre département, dans notre réseau, des collectifs, des citoyen·ne·s qui inventent des solutions.

Ils imaginent des façons de vivre et de consommer plus résilientes pour les êtres humains, la biodiversité et la préservation des ressources. Mais le temps presse et l'inertie est grande. Dépassons les freins et essayons les expériences réussies. Nourrissons-nous de la force de notre pouvoir d'agir et interpellons tous les décideurs et les partenaires. Bref, faisons réseau pour faire du lien ! À l'approche d'une échéance électorale nationale, où nous attendons de réels engagements des candidats, les mouvements d'éducation populaire se mobilisent pour que ces questions soient plus présentes dans le débat public et soient mieux prises en compte. Poursuivons le travail. Mais d'ici là, rêvons à une mobilisation à la hauteur des enjeux multiples. Relevons les défis. Donnons-nous des perspectives, celles d'un avenir commun désirable pour toutes et tous, d'une société où chacun·e trouverait sa place, conscient de faire partie d'un tout qui nous porte et nous dépasse. Inventons ce récit collectif et agissons ensemble. »



© G. Berger-CD54

## Département de Meurthe-et-Moselle

### Direction de l'Éducation

#### Service Éducation Populaire et Sports

48 esplanade Jacques-Baudot - CO 900 19

54035 NANCY Cedex

☎ 03 83 94 56 76

✉ eps@departement54.fr

#### Association départementale des Francas

6-8 allée de Mondorf-les-Bains

Bâtiment les Mésanges

54500 VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

☎ 03 83 29 37 23

✉ contact@francas54.org

🌐 francas.asso.fr

#### Fédération départementale des Centres Sociaux

8 rue d'Amsterdam

54500 VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

☎ 06 12 92 54 33

✉ lydie.delon@centres-sociaux54.com

#### Fédération départementale Familles Rurales

12 rue de l'Abbé-Devaux

54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE

☎ 03 83 36 60 07

✉ fd54@famillesrurales.org

🌐 grand-est.famillesrurales.org

#### Fédération départementale des Foyers Ruraux

5 rue Victor-Hugo

54770 BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES

☎ 03 83 31 10 35

✉ contact@foyersruraux54.org

🌐 foyersruraux54.org

#### Fédération départementale des MJC

27 rue de la République

54000 NANCY

☎ 03 83 67 42 81

✉ fdmjc54.contact@gmail.com

🌐 fdmjc54.com

#### Ligue de l'Enseignement 54

49 rue Isabey

54000 NANCY

☎ 03 83 28 70 28

✉ contact@ligue54.org

🌐 ligue54.org



**meurthe-et-moselle.fr**

Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle  
48, esplanade Jacques-Baudot - CO 900 19  
54035 NANCY CEDEX - Tél. : 03 83 94 54 54